

mentioned, seats being left open for representatives of Czechoslovakia and the USSR.

The amended proposal was adopted by 38 votes to none, with 3 abstentions.

The CHAIRMAN announced that new proposals or amendments to be considered by the Sub-Committee should be submitted not later than Monday night, that principle not excluding the Sub-Committee's right to consider any suggestions put forward during its work.

The meeting rose at 3 p.m.

SEVENTY-NINTH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Wednesday, 22 October 1947, at 3 p.m.

Chairman: Mr. J. BECH (Luxembourg).

26. Discussion on measures to be taken against propaganda and the inciters of a new war (documents A/BUR/86 and A/C.1/219)

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) declared that the USSR proposal on measures to be taken against propaganda and the inciters of a new war (document A/BUR/86) was of exceptional importance. Certain individuals were trying to conceal from public opinion the threat of a new war resulting from the criminal war propaganda of a clique of magnates of the American capitalist monopolies. They feigned indignation at their exposure by peace-loving States, and in self-defence counter-attacked with false and slanderous allegations that the USSR and the Eastern European countries, which had warned the world against them, were preparing for war against the United States to establish world dominion.

The former United States ambassador to Moscow, Mr. Harriman, had joined the warmongers and declared that the USSR and the Eastern European countries intended to swallow up the world. Mr. Harriman urged the use of the United States Air Force against the Eastern "aggressors" and encouraged the American press in its unbridled campaign of slander. His call for "positive action" wherever "the pressure" was being applied was an open call for war.

Mr. Churchill had echoed Mr. Harriman on the occasion of a speech at a dinner in honour of former Governor Alfred E. Smith of New York. Mr. Churchill had claimed that his "Fulton" speech had become the foundation and inspiration of the Truman-Marshall "new course" of United States foreign policy. Under the pretence of

sièges restent réservés aux représentants de la Tchécoslovaquie et de l'URSS.

La proposition amendée est adoptée par 38 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il conviendra de remettre lundi soir au plus tard les nouvelles propositions ou modifications à soumettre à l'examen de la Sous-Commission, sans que ce principe affecte le droit de la Sous-Commission d'examiner toute suggestion qui serait faite au cours de ses travaux.

La séance est levée à 15 heures.

SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mercredi 22 octobre 1947, à 15 heures.

Président: M. J. BECH (Luxembourg).

26. Discussion sur les mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent (documents A/BUR/86 et A/C.1/219)

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la proposition de l'URSS relative aux mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent (document A/BUR/86) est d'une extrême importance. Certaines personnes s'efforcent de cacher à l'opinion publique la menace d'une nouvelle guerre qui résulte de la propagande de guerre criminelle que mène une coterie de magnats des monopoles capitalistes américains. Ces personnes ont simulé l'indignation lorsqu'elles ont été démasquées par des États épris de paix et, pour se défendre, elles ont riposté en accusant faussement et calomnieusement l'URSS et les pays de l'Europe orientale, qui avaient mis le monde en garde contre leurs menées, de préparer la guerre contre les États-Unis et d'aspirer à dominer le monde.

M. Harriman, ancien ambassadeur des États-Unis à Moscou, s'est associé aux fauteurs de guerre et a déclaré que l'URSS et les pays de l'Europe orientale se proposent d'absorber le monde. M. Harriman a demandé avec insistance qu'on utilise les forces aériennes des États-Unis contre les « agresseurs » de l'Est et a encouragé la presse américaine dans sa campagne effrénée de calomnie. En demandant que des « mesures positives » soient prises en tout lieu où s'exerce cette « poussée », il a lancé un appel sans équivoque à la guerre.

M. Churchill s'est fait l'écho des paroles de M. Harriman dans un discours que l'ancien Premier Ministre du Royaume-Uni a prononcé à un banquet donné en l'honneur de M. Alfred E. Smith, ancien gouverneur de l'État de New-York. M. Churchill a prétendu que son discours de Fulton est devenu le fondement et l'inspiration

self-defence, Mr. Churchill was instigating a new war and calling for "a solid front" of United States and the "Western European democracies" against the USSR and Eastern European countries of a new democracy. His impatience for the collapse of the United Nations and the emergence of "two worlds" was unconcealed. His desire for "the Soviet Communist Forces" to quit the United Nations revealed his cynical plan to ruin the United Nations and give full rein to the forces of imperialism. Mr. Churchill had not hesitated to threaten an Anglo-American military alliance and a new war. His expression of confidence in the English-speaking world resembled Hitler's flourishes about the German-speaking world as distinguished from the rest of the globe.

In the magazine *Life*, Mr. Bullitt had continued his war propaganda by urging United States intervention in China in behalf of Chiang Kai-shek and against the Chinese workers and peasants. He had calculated that the expenditure of a billion and a half dollars would save the independence of the United States and make China into a real counter-weight to the Soviet Empire in the Far East. It was not China's independence but a pretext for slander and war propaganda against the USSR that was Mr. Bullitt's chief interest.

In his book *Speaking Frankly*, Mr. Byrnes had produced slanderous fabrications of a record-breaking nature against the USSR. He urged the United States to obtain with the help of the United Nations the evacuation of the occupation forces of the USSR from the eastern zones of Germany, while at the same time threatening the USSR with "extreme measures".

Mr. Byrnes' book was typical of the provocative attitude toward the USSR characteristic of the American circles to which he belonged and under whose protection he propagandized for war. His statement had been rightly described by the *New York Daily Mirror* as a "recipe for war". That newspaper wondered whether Mr. Byrnes' open advocacy of war with Russia was "wickedness, idiocy or a mixture of both".

Particularly noteworthy was the United States' special interest in Germany which Mr. Byrnes unexpectedly revealed. The book did have one positive value: it revealed to the American people the underlying factors in the United States foreign policy, and allowed them to perceive that the existing differences between the United States and the USSR originated from the former's irresistible drive toward world domination, which made the American reactionaries aggressive toward the USSR and its genuinely democratic policy of peace.

Mr. Byrnes did not need to be taken seriously; nevertheless measures had to be taken, in order to prevent an impending catastrophe, against the

de la « nouvelle orientation ». Truman-Marshall de la politique étrangère américaine. Sous prétexte de légitime défense, M. Churchill n'a fait qu'inciter à une nouvelle guerre et a demandé la création d'un « front uni » alignant les États-Unis et les « démocraties de l'Europe occidentale » contre l'URSS et les pays de l'Europe orientale qui représentent une démocratie nouvelle. Il n'a pas dissimulé qu'il lui tardait de voir l'effondrement de l'Organisation des Nations Unies et l'avènement de « deux mondes ». Son désir de voir « les forces communistes soviétiques » quitter l'Organisation a mis à jour son projet cynique visant à la détruire pour laisser le champ libre aux forces impérialistes. M. Churchill n'a pas hésité à exprimer la menace d'une alliance militaire anglo-américaine et d'une nouvelle guerre. La confiance qu'il a exprimée dans le monde de langue anglaise ressemble étrangement aux déclarations ampoulées par lesquelles Hitler opposait le monde germanique au reste de l'univers.

Dans la revue *Life*, M. Bullitt a poursuivi sa propagande de guerre en insistant pour que les États-Unis interviennent en Chine en faveur de Tchang-Kaï-Chek et contre les travailleurs et les paysans chinois. Il a estimé qu'une dépense d'un milliard cinq cents millions de dollars sauvegarderait l'indépendance des États-Unis et ferait de la Chine un contrepoids effectif à l'empire soviétique dans l'Extrême-Orient. M. Bullitt ne s'intéresse pas tant à l'indépendance de la Chine qu'aux prétextes à calomnies et à propagande belliciste contre l'URSS.

Dans son livre *Speaking Frankly*, M. Byrnes a inventé des calomnies dépassant tout ce qu'on a dit jusqu'à ce jour contre l'URSS. Il demande avec insistance que les États-Unis, avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies, obtiennent que les troupes d'occupation de l'URSS soient retirées des zones orientales de l'Allemagne, menaçant en même temps l'URSS de « mesures extrêmes ».

Le livre de M. Byrnes constitue un modèle parfait de cette attitude provocante à l'égard de l'URSS qui caractérise les milieux américains dont il fait partie et sous l'égide desquels il mène une propagande en faveur de la guerre. Le *Daily Mirror* de New-York a qualifié, à juste titre, de « formule pour arriver à la guerre » l'attitude de M. Byrnes. Ce journal se demande si le plaidoyer sans équivoque de M. Byrnes en faveur d'une guerre avec la Russie procède de la méchanceté ou de la bêtise, ou des deux à la fois.

Il convient spécialement de souligner l'intérêt particulier que les États-Unis portent à l'Allemagne, et que M. Byrnes a dévoilé de façon inattendue. Ce qui donne une valeur réelle à son ouvrage, c'est qu'il y révèle aux Américains le fond même de la politique étrangère des États-Unis et leur permet de se rendre compte que les divergences de vues actuelles entre les États-Unis et l'URSS trouvent leur origine dans la poussée irrésistible de l'Amérique vers la domination mondiale, tendance qui rend les réactionnaires américains agressifs envers l'URSS et la politique pacifique si foncièrement démocratique qu'elle observe.

Il n'y a pas lieu de prendre M. Byrnes au sérieux; toutefois, il faut, afin d'empêcher une catastrophe imminente, prendre des mesures

dangerous tendencies among American reactionaries of which his book was evidence. The war psychosis must be removed, a war hysteria which was being encouraged by American leaders through a flood of books and press articles hostile to the USSR. The notorious Hamilton Fish had openly urged in a recently published book the use of Germany as a bulwark against Asiatic communism. Such a suggestion coincided with the spirit of the Marshall plan and the ideas of Byrnes, who was staking a great deal on the control of the Ruhr.

American Press articles showed how a spirit of revenge was being engendered among the German militarists and scientists who were being employed by military authorities in the United States. The magazine *Foreign Policy Reports* frankly wrote that the United States was increasingly relying on military men and means to conduct its foreign policy.

War propaganda had infected Press organs of war industry and military circles, such as the *Field Artillery Journal*, in which a certain warmongering Colonel Pickett had written a story of a future war whose theatre was clearly the USSR.

Civilian magazines had not lagged behind in their war propaganda. The latest issue of *Successful Farming* contained an article entitled "Would Our Soil Win Another War?".

The United States Secretary of Defence, Mr. Forrestal, had also contributed to the stirring up of alarmist feeling. His denial of the charge or warmongering was ineffective. In order to refute the "Marxian postulate" that private ownership of property and in particular "business capitalism" bred war, Mr. Forrestal had recalled that primitive men fought with stones long before industrialists and modern weapons existed. He evaded the issue of the economic and social causes of war. Scientific studies confirmed the thesis that capitalistic antagonism bred modern wars just as class interests had bred wars in the pre-capitalistic era. The technical facilities for war did not reveal its true nature. In the face of Mr. Forrestal's efforts to ward off charges of war profiteering by American monopolies, the fact of profits totalling fifty-two billion dollars remained unshaken. Under capitalism, war was a source not only of great hardship for humanity but of enrichment for a few monopolists who incited war for their own selfish purposes.

A stop should be put to the war propaganda in the United States, a propaganda which was growing daily. For instance, Mr. Henry Osborne, M.P., had declared on 13 October, during a tour of the United States, that Europe at present believed the present diplomatic offences to be the prelude to a war in the coming winter. He had stated that the price of peace was dollars spent in Europe and

contre les tendances dangereuses qui existent parmi les réactionnaires américains, et dont son livre constitue une preuve. Il faut supprimer la psychose de guerre, cette hystérie de guerre que les dirigeants américains encouragent par un torrent de livres et d'articles de presse hostiles à l'URSS. Le fameux Hamilton Fish, dans un ouvrage qu'il vient de publier, a ouvertement demandé que l'Allemagne serve de rempart contre le communisme asiatique. Cette idée s'accorde avec l'esprit du plan Marshall et avec les idées de M. Byrnes, qui estime aujourd'hui que le contrôle de la Ruhr est un enjeu considérable.

Les articles des journaux américains montrent comment un esprit de revanche prend naissance parmi les militaristes et les hommes de science allemands, dont les autorités militaires américaines utilisent actuellement les services. Le périodique *Foreign Policy Reports* écrit, en toute franchise, que les États-Unis comptent de plus en plus sur les militaires et sur les moyens militaires pour conduire leur politique étrangère.

La propagande de guerre a envahi certaine presse de l'industrie de guerre et des milieux militaires, tels que le *Field Artillery Journal*, dans lequel un belliciste, un certain colonel Pickett, a publié un article sur une guerre future dont le théâtre est, de toute évidence, l'URSS.

Les périodiques civils ne restent pas en arrière quant à leur propagande de guerre. Le dernier numéro du *Successful Farming* contient un article intitulé « Notre terre pourrait-elle gagner une autre guerre ? »

Le Secrétaire à la défense nationale, M. Forrestal, a également prêté son concours pour exciter les sentiments alarmistes. Les dénégations qu'il a opposées à l'accusation de bellicisme ne portent pas. Afin de réfuter le « postulat marxiste » selon lequel c'est le régime de la propriété privée, et, en particulier le « capitalisme d'affaires », qui engendre la guerre, M. Forrestal rappelle que les hommes primitifs se battaient à coups de pierres bien avant l'existence des industriels et des armes modernes. Il esquivé la question des causes économiques et sociales de la guerre. Des études scientifiques confirment la thèse selon laquelle c'est l'antagonisme des intérêts capitalistes qui engendre les guerres des temps modernes, tout comme les intérêts de classe engendraient les guerres à l'époque précapitaliste. Les moyens techniques de la guerre ne révèlent pas son caractère véritable. En dépit des efforts tentés par M. Forrestal pour écarter le reproche fait aux monopoles américains de tirer profit de la guerre, le fait que leurs bénéfices ont atteint un total de 52 milliards de dollars demeure entier. Sous le régime capitaliste, la guerre n'est pas seulement une cause de grandes misères pour l'humanité, elle est aussi une cause d'enrichissement pour une poignée de monopolisateurs qui excitent à la guerre, pour réaliser des fins égoïstes.

Il faut mettre fin à la propagande de guerre aux États-Unis, propagande qui s'amplifie de jour en jour. C'est ainsi qu'un membre du parlement britannique, M. Henry Osborne, a déclaré, le 13 octobre, au cours d'un voyage à travers les États-Unis, que l'Europe croit présentement que les actuelles hostilités diplomatiques constituent un prélude à un conflit armé qui se

the employment of United States power to dominate the globe and thus thwart the USSR. Those two trends of thought reflected the idea among American reactionaries of either alluring by economic "aid" or subjugating by force.

The United States was paying the price of peace with dollars through the Truman-Marshall plan. The United States also intended to pay the price of peace with its military strength and its monopoly of atomic weapons which it hoped to keep. That intention was made evident by the persistent objection of the United States representative on the Atomic Energy Commission to control over atomic production at all its stages.

The warmongers had kept silence on the question who was responsible for the impending war. They were in fact the Fulton heroes, American monopolists, fanatical and mercenary journalists who had inspired the "new course" of United States foreign policy. The Press had gone so far as to report that the cholera plague in Egypt was a Soviet experiment in bacteriological warfare. The cry of freedom of the Press was relied upon to protect them in spreading lying provocative rumours to incite public opinion against the USSR.

The USSR proposal demanded the condemnation of such criminal war propaganda carried on in the United States, Turkey and Greece against peace-loving countries. Toleration of such propaganda violated the obligation of Member States under Article 1 of the Charter "to develop friendly relations among nations... and to take other appropriate measures to strengthen universal peace". Another Article of the Charter unequivocally required all Member States not to endanger international peace and security. Those basic principles were being systematically violated without any official opposition, on the plea that any interference with war propaganda would violate the democratic right of freedom of speech and of the Press. No freedom was entitled to become licence and a threat to the peace of mankind.

The reply of Mr. McNeil in the General Assembly on 22 September to the USSR proposal concerning warmongers showed that the United Kingdom not only did not intend to take any measures against warmongers but appeared to believe in granting them complete freedom of action in their evil propaganda.

In a speech delivered on 20 September before the American Association of Friends of the United Nations, Mr. Austin had avoided reference to the unmitigated war propaganda afoot in the United States and had not hesitated to declare that the United States was observing the principles of the United Nations. He forgot that its main prin-

déclenchera l'hiver prochain. Il a déclaré que la paix ne pouvait être maintenue qu'au prix de dollars dépensés en Europe et de l'utilisation de la puissance des États-Unis pour dominer le monde et contrecarrer ainsi l'URSS. Ces deux tendances de la pensée traduisent le dessein des réactionnaires américains, soit de séduire par « l'aide » économique, soit de subjuguer par la force.

Les États-Unis, aujourd'hui, paient le prix de la paix avec des dollars, au moyen du plan Truman-Marshall. Les États-Unis ont aussi l'intention de payer le prix de la paix en se servant de leur force militaire et du monopole des armes atomiques qu'ils espèrent conserver. Cette intention est rendue évidente par le fait que le représentant des États-Unis à la Commission de l'énergie atomique persiste à s'opposer à l'établissement d'un contrôle sur la production atomique à tous ses stades.

Les fauteurs de guerre ont gardé le silence sur la responsabilité de la guerre qui menace. En fait, ce sont les héros de Fulton, les monopolisateurs américains et les journalistes fanatiques et stipendiés qui ont inspiré la « nouvelle orientation » de la politique étrangère des États-Unis. La presse est allée jusqu'à raconter que l'épidémie de choléra qui sévissait en Egypte était une expérience de guerre bactériologique conduite par l'URSS. On a pensé pouvoir invoquer la liberté de la presse pour protéger les journalistes et leur permettre de répandre des rumeurs mensongères destinées à exciter l'opinion publique contre l'URSS.

La proposition de l'URSS demande la condamnation de la propagande belliciste et criminelle menée aux États-Unis, en Turquie et en Grèce contre des pays pacifiques. Tolérer semblable propagande constitue une violation de l'engagement qu'ont pris les États Membres, selon l'Article premier de la Charte, de « développer entre les nations des relations amicales... et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ». Un autre article de la Charte établit clairement que les États Membres sont tenus de ne pas mettre en danger la paix et la sécurité internationales. La violation systématique de ces principes fondamentaux n'a soulevé aucune protestation officielle, sous le prétexte que tout obstacle à la propagande en faveur de la guerre serait une violation du principe démocratique de la liberté de parole et de la presse. Aucune liberté ne doit se transformer en licence et menacer la paix de l'humanité.

Le discours que M. McNeil a prononcé à l'Assemblée générale, le 22 septembre, en réponse à la proposition de l'URSS relative aux fauteurs de guerre indique non seulement que le Royaume-Uni n'a nullement l'intention de prendre des mesures contre les fauteurs de guerre mais qu'il estime encore qu'il faut leur accorder une liberté d'action complète pour leur propagande malfaisante.

Dans un discours prononcé, le 20 septembre, devant l'*American Association of Friends of the United Nations* (Association américaine des amis des Nations Unies), M. Austin s'est abstenu de parler de la propagande belliciste menée ouvertement aux États-Unis ; il n'a pas hésité à déclarer que les États-Unis respectent les principes

ciple was to fight for peace against all warmongers.

Various reasons had been invented to oppose the USSR proposal by reactionaries who saw their warmongering business endangered. For instance, the suppression of war propaganda by law was declared incompatible with fundamental human rights and the freedom of the Press to discuss any and every problem on its merits. The instigation of war was a crime against humanity and ought not to be masked by the cry that censorship was incompatible with human rights. The introduction of rules to regulate social relations for the benefit of human society was a sacred right of the people. The legislative practice of various countries, including the United States, comprised such regulation, whether its name was control or censorship. The existence of such legislation made it impossible to take seriously the devotion of Mr. McNeil and Mr. Austin to a peace policy simultaneously with their toleration of war propaganda.

The legal suppression of war propaganda had nothing to do with freedom of the Press and opinion or democratic rights. The right to use fire did not mean toleration of arson. A free Press in civilized and democratic States did not preclude limitations imposed in the interest of society, public morals and public discipline.

In such countries as the United States, the United Kingdom, France and others that opposed the USSR proposal, the Press was restricted. It was a criminal offence to circulate in those countries indecent printed matter or even to use indecent language in radio broadcasts. In the United Kingdom there was also a stage censorship. Such legislation imposing severe punishments was not considered to violate the freedom of the Press, because in all those cases the State was intervening to protect public morals. Objections to making war propaganda a criminal offence were inadmissible, since that propaganda was a grave public crime.

If United States penal law regarded the use of the Press for fraudulent and deceptive purposes as a misdemeanour, why was it not possible to restrict the freedom of the Press to the extent of banning the publication of what served to instigate war, to excite hatred and enmity against other nations? Every legislative code proved that what the USSR proposed was possible.

Mr. Justice Holmes had been entirely correct in his legal opinion "that the most stringent protection of free speech would not protect a man in falsely shouting 'fire' in a theatre and causing panic and injury. It does not even protect man from an injunction against uttering words that may have all the effect of force. The question in every case is whether the words used are used in

de l'Organisation des Nations Unies. Il oublie que le principe essentiel de l'Organisation est de combattre pour la paix et contre tous les fauteurs de guerre.

Les réactionnaires ont inventé des prétextes divers pour s'opposer à la proposition de l'URSS, qui met en danger leur propagande en faveur de la guerre. On a déclaré, par exemple, que l'interdiction par voie légale de la propagande belliciste est incompatible avec les droits fondamentaux de l'homme et avec la liberté accordée à la presse de discuter de tout problème qui peut se présenter en ne tenant compte que des éléments qui lui sont propres. L'incitation à la guerre est un crime contre l'humanité qu'il ne faut pas dissimuler en clamant que la censure est incompatible avec les droits de l'homme. L'adoption de lois destinées à réglementer les relations sociales dans l'intérêt de la société humaine est un droit sacré du peuple. La pratique législative de divers pays, parmi lesquels les États-Unis, admet une telle réglementation légale, qu'elle s'appelle contrôle ou censure. Vu l'existence de ces lois, il est impossible de croire sérieusement que M. McNeil et M. Austin puissent poursuivre sincèrement une politique de paix tout en tolérant une propagande belliciste.

L'interdiction légale de la propagande belliciste n'a rien à voir avec la liberté de la presse et de l'opinion, ni avec les droits démocratiques. Le droit d'utiliser le feu ne signifie pas qu'on tolère les incendiaires. La liberté de la presse n'est pas incompatible, dans les pays civilisés et démocratiques, avec certaines restrictions imposées dans l'intérêt de la société, de l'ordre public et de la morale.

Dans des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et d'autres encore, qui se sont opposés à la proposition de l'URSS, la liberté de la presse connaît certaines restrictions. Dans ces pays, répandre des publications obscènes ou tenir des propos obscènes au cours d'une émission radiophonique, est considéré comme un délit grave. Dans le Royaume-Uni, il existe, de plus, une censure du théâtre. On ne considère pas ces lois, qui prescrivent pourtant des peines sévères, comme une violation de la liberté de la presse, parce que l'État intervient là pour protéger la moralité. Les arguments opposés à la proposition qui tend à faire de la propagande belliciste un délit grave sont inadmissibles, puisque cette propagande constitue un crime grave contre l'intérêt public.

Si le code pénal des États-Unis considère qu'il est délictueux de se servir de la presse pour tromper le public, pourquoi serait-il impossible de limiter la liberté de la presse dans la mesure où serait interdite la publication de toute invitation à la guerre, de tout ce qui fait naître la haine et l'inimitié à l'égard des autres nations? Les lois de tous les pays prouvent qu'il est possible de mettre en pratique ce que propose l'URSS.

L'opinion autorisée du juge Holmes est parfaitement juste: « La protection la plus large de la liberté de parole ne saurait protéger un individu qui crierait « au feu » sans raison dans un théâtre, provoquant ainsi la panique et occasionnant des accidents. Elle n'empêche pas non plus d'imposer le silence à un individu dont les propos peuvent avoir les mêmes conséquences

such circumstances and are of such nature as to create a clear and present danger that they will bring about the substantive evil that Congress has a right to prevent". The law undoubtedly imposed severe penalties for such abuse of free speech as was detrimental to society.

Hence the assertion that the legal suppression of war propaganda violated democratic principles was inadmissible, and was a mere pretext to justify unwillingness to put an end to that propaganda. Although reactionary circles in the United States and some other countries had opposed such a practical measure for lessening war propaganda, the people of many lands had shown by numerous letters and telegrams their sympathy with USSR proposals, their anxiety for the cause of peace and their hatred for war.

The General Assembly resolution of 14 December 1946 on principles governing the general regulation and reduction of armaments (document A/64/Add.1, page 65) was closely connected with the measures proposed against the propaganda and instigators of a new war. The fulfilment of that very comprehensive resolution was an imperative necessity for the millions of people shouldering the burden of war expenses. Its early implementation would deal a vigorous blow against the propaganda of warmongers and would strengthen the peace and security of nations.

The USSR proposal (document A/BUR/86) summarized the arguments which he had just given. His delegation would press for its adoption.

Mr. EVATT (Australia) said that Mr. Vyshinsky had dealt objectively with his contention that freedom of speech was a qualified right which could be abused, and the regrettable fact that so little progress had been made with the implementation of the General Assembly's decisions regarding the control of atomic energy, and its utilization for peaceful means only. He thought, however, that much of the responsibility for the delay in the field of atomic energy rested with the USSR.

Mr. Vyshinsky was, however, not entitled to make his violent attacks on individuals and organizations unless he proved that his accusations were absolutely true. He deeply regretted and deplored the attacks made on Mr. Churchill and Mr. Byrnes, attacks which he knew were unfounded.

He recalled the high regard in which Mr. Churchill had been held among the leaders of the USSR and the close relations between the great war leaders Stalin, Roosevelt and Churchill. There had never existed a greater war-time leader than Mr. Churchill, and the fact that Mr. Vyshinsky or the Government giving him his instructions did

que l'emploi de la force. La question, dans chaque cas, est de savoir si la nature des propos tenus et les circonstances dans lesquelles ils le sont, sont telles, qu'ils constituent un danger incontestable et immédiat et qu'ils causeront le tort que le Congrès a le droit d'empêcher. » On ne peut nier que la loi impose des peines sévères pour les abus de la liberté de parole qui constituent un danger pour la société.

C'est pourquoi on ne peut admettre que l'interdiction légale de la propagande belliciste constitue une violation des principes démocratiques ; cette affirmation n'est qu'un prétexte destiné à justifier la répugnance qu'on éprouve à mettre fin à cette propagande. Bien que les milieux réactionnaires des États-Unis et d'autres pays se soient opposés à l'adoption d'une mesure si efficace pour entraver la propagande belliciste, les peuples d'un grand nombre de pays ont manifesté, par de nombreuses lettres et télégrammes, leur approbation de la proposition de l'URSS, leur sollicitude pour la cause de la paix et leur haine de la guerre.

La résolution de l'Assemblée générale du 14 décembre 1946 relative aux principes régissant la réglementation et la réduction générales des armements (document A/64/Add.1, page 65) est en relation étroite avec les mesures qui ont été proposées pour s'opposer à la propagande et à l'action des instigateurs d'une nouvelle guerre. Il est absolument nécessaire d'appliquer les dispositions de cette résolution, dont la portée est très large, pour soulager les millions d'individus qui supportent le fardeau des dépenses de guerre. En appliquant ces dispositions rapidement, on portera un coup sérieux à la propagande menée par les bellicistes et on renforcera la paix et la sécurité des nations.

La proposition de l'URSS (document A/BUR/86) est un résumé des arguments qu'il vient d'exposer. Sa délégation insistera pour l'adoption de cette résolution.

M. EVATT (Australie) déclare que M. Vyshinsky a exposé d'une manière objective son point de vue suivant lequel la liberté de parole constitue un droit conditionnel dont il peut être fait un usage excessif, et suivant lequel il est regrettable que si peu de progrès aient été faits en ce qui concerne l'application des décisions de l'Assemblée générale relatives au contrôle de l'énergie atomique et à son utilisation à des fins exclusivement pacifiques. Il estime cependant que l'URSS est en grande partie responsable du retard survenu dans le domaine du contrôle de l'énergie atomique.

A moins qu'il ne puisse prouver que ses accusations sont entièrement exactes, M. Vyshinsky n'est pas en droit de faire de violentes attaques contre certaines personnes et contre certaines organisations. M. Evatt déclare qu'il regrette et déplore vivement les attaques dirigées contre M. Churchill et contre M. Byrnes, car il sait que ces attaques sont injustifiées.

Il rappelle la haute estime dans laquelle les dirigeants de l'URSS ont tenu M. Churchill et les étroites relations qui ont uni les grands dirigeants du temps de guerre, Staline, Roosevelt et Churchill. L'histoire n'a jamais connu de dirigeant du temps de guerre qui soit plus grand que M. Churchill. Le fait que M. Vyshinsky ou le Gouvernement

not sympathize with all the speeches recently made by Mr. Churchill as an individual could not lessen the brilliant task performed by Mr. Churchill during the war. To characterize Mr. Churchill as a warmonger was a most outrageous and unwarranted attack. He was entitled to express his opinion on the present world situation and draw the necessary conclusions.

Nobody had tried harder than Mr. Byrnes to maintain friendly relations with the USSR in the post-war period. To characterize Mr. Byrnes as a warmonger would be somewhat the same as to describe Hitler as a defender of peace, and such attacks were damaging to the cause of international peace.

He agreed with Mr. Vyshinsky that the first and greatest task of the United Nations was to prevent another war and to maintain international peace and security. That was laid down in the very first words of the Charter and was one of the principles inspiring the whole Charter. Everyone therefore could unite in condemning propaganda or any other actions designed to bring about a third world war. He referred to Article 51 and other parts of the Charter, which showed that the Charter was directed against aggression, and that, subject to other principles, practical measures should be taken to combat propaganda which was designed to encourage aggression.

It was also necessary to take in to account Articles 55 and 56 calling for the promotion of universal respect for, and observance of, fundamental freedoms for all, principles which all Members had pledged themselves to respect. The freedom of the Press and freedom of expression in general were among these fundamental freedoms. Consequently, any form of censorship of organs of expression should be avoided. The problem of war propaganda must be considered in the light of these two principles of the Charter: condemnation of aggression and freedom of expression.

The Committee should not take a merely negative or destructive attitude towards the USSR proposal. His delegation favoured part of the USSR proposal, but was wholly opposed to other parts. He could not agree to the singling out of nationals of the United States, Greece and Turkey for condemnation.

One of the forms of war propaganda had been mentioned in the USSR resolution, namely, "open appeals for aggression against the peace-loving democratic countries". It might be true that some individuals and perhaps even some leaders in some countries were not unfavourable to the idea of war, and that their reckless statements tended to disturb the peace-loving peoples of the world. He had the strongest abhorrence for anyone urging aggressive action against any nation; but some of the quotations made by Mr. Vyshinsky in the General Assembly were taken out of their context, some were given an exaggerated importance, and some were even

dont il reçoit ses instructions n'approuvent pas tous les discours que M. Churchill a prononcés récemment à titre privé, ne diminuent rien l'œuvre brillante accomplie par M. Churchill pendant la guerre. Traiter M. Churchill de fauteur de guerre, c'est porter une accusation des plus outrageantes et absolument injustifiée. M. Churchill a le droit d'exprimer ses vues sur la situation mondiale actuelle et de tirer les conclusions qu'il juge opportunes.

Personne ne s'est efforcé autant que M. Byrnes de maintenir après guerre des relations amicales avec l'URSS. Traiter M. Byrnes de fauteur de guerre revient à peu près à prétendre qu'Hitler a été un défenseur de la paix. De telles accusations portent préjudice à la cause de la paix internationale.

M. Evatt admet avec M. Vyshinsky que l'Organisation des Nations Unies a pour première et pour plus grande tâche d'empêcher une nouvelle guerre et de maintenir la paix et la sécurité internationales. Ce principe est énoncé dès les premiers mots de la Charte et constitue un des principes directeurs de l'ensemble de la Charte. Les nations peuvent donc s'unir pour condamner la propagande ou tout autre moyen ayant pour objet de faire éclater une troisième guerre mondiale. M. Evatt rappelle l'Article 51 et d'autres passages de la Charte qui indiquent qu'elle est destinée à empêcher les agressions et que, sous réserve des autres principes, il importe de prendre des mesures d'ordre pratique pour combattre toute propagande destinée à encourager l'agression.

Il importe également de prendre en considération les Articles 55 et 56, qui préconisent le respect universel et effectif des libertés fondamentales pour tous. Tous les États Membres se sont engagés à respecter ces principes. La liberté de la presse et la liberté d'expression en général figuraient au nombre de ces libertés fondamentales. Il convient donc d'éviter l'application d'une forme de censure quelconque aux moyens d'expression. On doit examiner la question de la propagande de guerre en s'inspirant des deux principes suivants de la Charte: condamnation de l'agression et liberté d'expression.

La Commission ne doit pas se borner à adopter une attitude passive ou hostile envers le projet de l'URSS. La délégation de l'Australie approuve certaines clauses du projet de l'URSS, mais en désapprouve catégoriquement certaines autres. M. Evatt ne peut admettre que l'on s'acharne sur certains ressortissants des États-Unis, de la Grèce et de la Turquie pour obtenir leur condamnation.

La résolution de l'URSS mentionne une des formes que prend la propagande belliciste, à savoir, la diffusion de « toutes sortes d'inventions appelant ouvertement à l'agression contre des pays démocratiques épris de paix ». Il se peut que certaines personnes ou peut-être même certains dirigeants de divers pays n'envisagent pas défavorablement l'idée d'une guerre et que leurs déclarations téméraires tendent à troubler les peuples pacifiques du monde. M. Evatt nourrit une grande aversion pour quiconque incite à l'agression envers une autre nation; toutefois, à l'Assemblée générale, M. Vyshinsky a fait des citations dont quelques-unes étaient séparées de

inaccurate. There was no justification for the attack on Mr. Dulles, whose public record was one of devotion to the cause of peace and security.

Another form of war propaganda was the false allegation that leaders of the Powers had aggressive intentions. That propaganda created a warlike atmosphere by making people believe that other Powers were plotting against them, thus tending to make the people drift into a state of defeatist anticipation of war. That was precisely the type of propaganda Hitler and Goebbels had launched against Czechoslovakia, and by those means the Russian people were being made to believe that the United States was contemplating and deliberately planning a war of aggression. To that effect Mr. Evatt quoted a recent article in the Russian newspaper *Literary Gazette*, in which President Truman, the head of a friendly State, was compared to Hitler. He also described a recent cartoon in the same magazine, in which General Eisenhower, the eminent leader of the Allied forces in the last war, was pictured as a cook, preparing for a new war.

That type of attack was unjustified war propaganda and should be dealt with in any action taken by the Assembly. Similarly incendiary words were being uttered in the Communist-dominated States of Eastern Europe.

He also quoted Mr. Gomulka, Vice-Premier of Poland, who had compared the United States foreign policy to that of Hitlerite Germany, since its aims could be realized only by enslaving all nations.

Those examples illustrated the idea, constantly expounded in the Soviet Press, that the United States was conducting an aggressive policy deliberately designed to lead to war. Such methods were destroying the wartime comradeship built up by slow and patient effort against overwhelming obstacles.

The Press of the USSR also helped to inspire fear in the Russian people by not publishing adequate news of the friendly gestures and acts of other States towards Russia. He recalled that Mr. Bevin's offer to extend the Anglo-Soviet pact for a long period went unreported, and that Mr. Byrnes' answer to Mr. Molotov at the Paris Peace Conference had only been included in the Russian Press after Mr. Byrnes himself had complained of its omission. That was all the more serious since Mr. Molotov's original attack on Mr. Byrnes had been quoted *in extenso*.

Through the Press, radio and cinema the Russian public had been given the completely false impression that Japan had been defeated primarily by the intervention of the USSR, and that despite the fact that in the Security Council Mr. Gromyko had frankly stated that the United States had played a decisive role in the defeat of

leur contexte, dont certaines étaient présentées comme ayant plus d'importance qu'elles n'en ont véritablement et dont d'autres étaient même inexactes. Rien ne justifie les accusations portées contre M. Dulles, dont la carrière publique a été consacrée à la cause de la paix et de la sécurité.

La propagande de guerre peut revêtir une autre forme, qui consiste à prétendre à tort que les dirigeants d'autres Puissances sont animés d'intentions agressives. Cette propagande crée un climat de guerre, car elle fait croire aux peuples que les autres Puissances conspirent contre eux, et tend ainsi à pousser ces peuples au défaitisme en leur faisant envisager la possibilité d'une guerre. C'est précisément le genre de propagande qu'Hitler et Goebbels ont déclenché contre la Tchécoslovaquie, et, par ces méthodes on fait croire au peuple russe que les États-Unis envisagent et préparent délibérément une guerre d'agression. A ce sujet, M. Evatt fait une citation d'un article récent du journal russe *La gazette littéraire*, dans lequel le Président Truman, chef d'un État ami, est comparé à Hitler. Il décrit également une caricature publiée récemment par la même revue, et où le général Eisenhower, l'éminent chef des forces alliées au cours de la dernière guerre, est représenté sous les traits d'un cuisinier occupé aux préparatifs d'une nouvelle guerre.

Les attaques de ce genre constituent une propagande de guerre injustifiée et doivent être visées par toute mesure que prendra l'Assemblée. Des paroles incendiaires analogues sont prononcées dans les États de l'Europe orientale soumis à l'influence communiste.

M. Evatt cite également les termes dans lesquels M. Gomulka, Vice-Président du Conseil de Pologne, a comparé la politique étrangère des États-Unis à celle de l'Allemagne hitlérienne parce que ses buts ne peuvent être atteints qu'en réduisant toutes les nations à l'esclavage.

Ces exemples illustrent l'idée, constamment développée dans la presse soviétique, selon laquelle les États-Unis poursuivent une politique d'agression conçue délibérément pour conduire à la guerre. Ces méthodes détruisent la camaraderie du temps de guerre que des efforts lents et patients avaient réussi à édifier en dépit d'obstacles énormes.

La presse de l'URSS a également contribué à inspirer au peuple russe des sentiments de crainte en ne publiant pas de façon appropriée les nouvelles relatives aux gestes et actes d'amitié des autres États à l'égard de la Russie. Il rappelle qu'on n'a pas annoncé l'offre faite par M. Bevin de prolonger le pacte anglo-soviétique pour une longue durée, et que la réponse faite par M. Byrnes à M. Molotov, lors de la Conférence de la Paix à Paris, a été mentionnée par la presse russe seulement après que M. Byrnes lui-même se fut plaint qu'elle avait été passée sous silence. Ceci était d'autant plus grave que l'attaque initiale de M. Molotov contre M. Byrnes avait été citée *in extenso*.

On a donné au public russe, par la presse, la radio et le cinéma, l'impression complètement inexacte que le Japon a été vaincu grâce surtout à l'intervention de l'URSS et ceci en dépit du fait que M. Gromyko a déclaré très franchement devant le Conseil de sécurité que les États-Unis ont joué un rôle décisif dans la défaite du Japon.

Japan. Mr. Evatt emphasized that he had not criticized the USSR for entering the war against Japan at a very late stage, because the USSR had made enormous contributions to the war in Europe.

Great goodwill had existed towards the USSR in Australia, the United States, Great Britain and other democratic countries at the end of the war. Some of that goodwill still existed, despite the uncompromising attitude and delaying tactics of the USSR in the United Nations and elsewhere ; yet the people of the USSR were not allowed to know of it. Exaggerated importance had been attached to the statements of private citizens, who undoubtedly had made anti-Russian statements, and the Press of other countries was incorrectly regarded as the mouthpiece of their Governments.

The problem had two sides, the war propaganda and the counter-propaganda which falsely imputed aggressive intentions to other countries.

To " prohibit, on pain of criminal penalties, " the carrying on of war propaganda was not a remedy for the problem of war propaganda. Such action might endanger the fundamental but qualified right of individuals to express opinions even if wrong. The ideal solution was to have many newspapers, so that every responsible view could have some assurance of a fair representation. The whole problem was one of competing rights and duties, and the difficult search for a dividing-line between what could be said and what could not be said. It could best and impartially be examined in detail by the United Nations conference on Freedom of Information which would meet in March next year.

For that reason the Australian delegation, instead of taking a negative attitude towards the USSR proposal, had put forward a proposal which it would analyse in detail at a later stage. The Australian proposal indicated measures which could be taken to remedy the situation. Measures such as Government assistance in covering cable charges for reports regarding international affairs or special allocations of paper in countries where paper was rationed, might be considered. Governments controlling Press and radio could be called upon to allow those organs to report fairly and fully on international affairs, and censorship, where it existed, could be lifted or eased.

Mr. Evatt maintained that the American Press was a free Press, and gave a number of examples to that effect.

The Press of the USSR, on the other hand, was Government-controlled, speaking primarily for the Government and not containing conflicting points of view. The Press of the USSR could therefore be taken as a pattern of Government propaganda, and its views could not be dismissed as the irresponsible views of private individuals.

M. Evatt souligne qu'il ne critique pas l'URSS pour sa participation très tardive à la guerre contre le Japon, étant donné que l'URSS a rendu d'immenses services dans la guerre d'Europe.

Des dispositions excellentes envers l'URSS existaient, à la fin de la guerre, en Australie, aux États-Unis, dans le Royaume-Uni et dans les autres pays démocratiques. Une partie de ces bonnes dispositions persiste encore, en dépit de l'attitude intransigeante et des méthodes d'obstruction adoptées par l'URSS à l'Organisation des Nations Unies et ailleurs ; toutefois, le peuple de l'URSS n'a pas la possibilité de l'apprendre. Une importance exagérée a été attribuée aux déclarations de personnalités privées qui ont, sans aucun doute, fait des déclarations hostiles à l'URSS et la presse d'autres pays a été considérée à tort comme le porte-parole du Gouvernement.

Le problème que nous examinons présente deux aspects, la propagande de guerre et la contre-propagande qui attribue à tort des intentions agressives à d'autres pays.

Le fait d'« interdire sous peine de sanctions pénales » la propagande de guerre ne remédie pas à la question. Cette mesure peut porter atteinte au droit fondamental mais conditionnel des individus d'exprimer leurs opinions, même erronées. La solution idéale consiste à avoir de nombreux journaux, de sorte que toute opinion justifiée peut être assurée d'une représentation équitable. Tout le problème consiste à trouver l'équilibre entre les droits et les devoirs, et à procéder à la fixation difficile d'une ligne de partage entre ce qui peut être dit et ce qui ne peut pas l'être. Cette question pourra être étudiée dans les meilleures conditions et avec impartialité par la Conférence des Nations Unies pour la liberté de l'information, qui siégera en mars prochain.

Pour cette raison, la délégation de l'Australie, au lieu de prendre une attitude négative à l'égard de la proposition de l'URSS, a soumis une proposition qu'elle exposera ultérieurement en détail. La proposition de l'Australie énumère des mesures qui pourraient être prises pour porter remède à la situation. On pourrait envisager l'adoption de certaines mesures telles que la participation du Gouvernement aux frais de transmission des dépêches ayant trait aux affaires internationales ou des attributions spéciales de papier dans les pays où ce produit est rationné. Les Gouvernements qui contrôlent la presse et la radio pourraient être invités à donner à ces moyens d'information l'autorisation de publier des comptes rendus équitables et complets sur les affaires internationales, et, là où elle existe, la censure pourrait être supprimée ou atténuée.

M. Evatt affirme que la presse des États-Unis est une presse libre et cite à ce sujet un certain nombre d'exemples.

La presse de l'URSS, d'autre part, est une presse contrôlée par le Gouvernement, qui parle avant tout au nom de celui-ci et ne renferme pas d'opinions discordantes. La presse de l'URSS peut donc être considérée comme un type de propagande gouvernementale, et les opinions qu'on y rencontre ne peuvent être rejetées comme étant des opinions individuelles non autorisées.

The Australian proposal did not make any reference to atomic weapons or other weapons of mass destruction as the USSR proposal had done. That did not mean that his delegation was attempting to avoid the subject, since Australia had participated loyally in the work of the Atomic Energy Commission ; but it considered that the slow progress made by the Security Council in the field of atomic energy control, disarmament and conclusion of agreements under Article 43 should be considered separately.

Soviet propaganda, examples of which he had given, was just as warlike as any of the statements quoted by Mr. Vyshinsky. It was dangerous because it made the people of the world adopt the defeatist view that another war was inevitable.

However, Mr. Evatt did not believe that another war was inevitable. If the nations of the world adhered to the letter and the spirit of the Charter, war could be made impossible. He sincerely believed that it was possible for all countries to work together in the United Nations, and thereby bring about the peaceful settlement of disputes in accordance with the principles of justice. Physically, the world was one, and he entirely disapproved of the fatalistic beliefs embodied in such slogans as "two worlds" or "East against West".

During the war the United Nations had fought together in order to defeat the forces of tyranny. What was needed to preserve mankind from the third catastrophe was a restoration of wartime comradeship, and a determination to improve the well-being of all mankind. The area of agreement must be sought and widened.

People should stop talking about using the atom bomb first and should try to look for friendship and conciliation. He believed that the most effective way to handle warmongers was not to suppress them but to expose them.

Truth was most likely to emerge from freely conducted open debate without censorship, and it was in that true spirit of democracy and conciliation that his delegation had submitted its amendment, with faith in the ability of the Member States to work together in the United Nations in a spirit of friendship, despite present difficulties. Opinion should clash in public debates and human freedom must be preserved. Everybody must be free to express his thoughts, whether he was right or wrong, so long as he was honest. In the words of John Milton, the principle was : "Let truth and falsehood grapple. Who ever knew truth put to the worse in a free and open encounter ?"

Mr. ULLOA (Peru) stated that if aggression was an international crime against humanity, then in theory the logical consequence was that States and individuals inciting to war were criminals. If, however, the condemnation of war propaganda was a result of a high and pure conception of human rights and duties, it should not be presented in a form that might imply its use as propaganda for

La proposition de l'Australie ne mentionne pas les engins atomiques et les autres engins de destruction massive, comme le fait celle de l'URSS. Ceci ne signifie pas que la délégation de l'Australie cherche à éluder la question, étant donné que l'Australie a participé fidèlement au travail de la Commission de l'énergie atomique ; mais elle estime que l'on doit examiner séparément les progrès très lents réalisés par le Conseil de sécurité dans le domaine du contrôle de l'énergie atomique, du désarmement et de la conclusion des accords prévus à l'Article 43.

La propagande soviétique dont M. Evatt vient de donner des exemples est tout aussi belliqueuse que n'importe laquelle des déclarations citées par M. Vyshinsky. Elle est dangereuse parce qu'elle inspire aux peuples du monde l'opinion pessimiste qu'une nouvelle guerre est inévitable.

Pourtant, M. Evatt ne croit pas qu'une nouvelle guerre soit inévitable. Si les nations du monde se conformaient à la lettre et à l'esprit de la Charte, la guerre pourrait devenir impossible. Il croit sincèrement que tous les peuples pourraient travailler de concert au sein de l'Organisation des Nations Unies et, ainsi, donner aux différends une solution pacifique conforme aux principes de la justice. Du point de vue matériel, le monde forme une unité et M. Evatt est tout à fait opposé au fatalisme qui s'exprime dans des formules telles que : « Deux univers » ou « l'Est contre l'Ouest ».

Pendant la guerre, les Nations Unies ont combattu côte à côte pour vaincre les forces de la tyrannie. Pour préserver l'humanité d'une troisième catastrophe, il est nécessaire de rétablir cette camaraderie du temps de guerre et de se montrer résolu à améliorer le bien-être de toute l'humanité. Il faut chercher un terrain d'entente et l'élargir.

On devrait commencer par cesser de parler de l'usage de la bombe atomique, puis s'efforcer de rechercher l'amitié et la conciliation. M. Evatt pense que le moyen le plus efficace de venir à bout des fauteurs de guerre n'est pas de les écraser mais de les démasquer.

La vérité se dégagera très probablement de libres discussions ouvertes à tous et d'où la censure serait bannie, et c'est dans cet esprit de démocratie et de conciliation véritables que la délégation de l'Australie a présenté son amendement, confiante que les États Membres pourront collaborer au sein de l'Organisation dans un esprit amical, en dépit des difficultés actuelles. Les opinions devraient se heurter en discussion publique et la liberté humaine doit être préservée. Chacun doit être libre d'exprimer son avis, juste ou faux, du moment qu'il est sincère. Prenons comme principe les mots de John Milton : « Laissons le vrai aux prises avec le faux. Vit-on jamais le vrai avoir le dessus dans un juste combat livré à découvert ? ».

M. ULLOA (Pérou) déclare que si l'agression constitue un crime international contre l'humanité, en théorie, la conséquence logique serait que les États et les individus qui poussent à la guerre sont des criminels. Toutefois, si la condamnation de la propagande belliciste est le résultat d'une haute et pure conception des droits et des devoirs de l'homme, elle ne devrait pas revêtir une forme

political reasons. The USSR proposal had been presented as a consequence of accusations which, even if they contained a certain amount of truth, were unilateral accusations; but it was only possible to impose a sentence after a trial in which both sides were honestly heard.

War propaganda could take an indirect but no less effective form when the masses were only allowed narrow horizons, and allegations against foreign leaders convinced the masses that they were threatened by a plot.

Mr. SARPER (Turkey) welcomed the speech of Mr. Vyshinsky, which gave the Committee an opportunity of holding a frank debate on the matter at issue. He reserved his right to answer the charges made against his country at a future meeting.

The meeting rose at 5.17 p.m.

EIGHTIETH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Thursday, 23 October 1947, at 11 a.m.

Chairman: Mr. J. BECH (Luxembourg).

27. Continuation of the discussion on measures to be taken against propaganda and the inciters of a new war (documents A/BUR/86 and A/C.1/219)

General ROMULO (Philippines) recalled that, after a very long debate on the Greek question, in which it had been found that there was a threat to the territorial integrity of a Member State of the United Nations, the General Assembly had done no more than establish a Special Committee to investigate the existence of that threat. The USSR delegation had been vigorously opposed to such a step, and had maintained that it was an infringement of the sovereignty of Albania, Bulgaria and Yugoslavia. Yet the USSR delegation now asked the Committee to condemn three Member States without further investigation. He feared that the USSR proposal on measures to be taken against propaganda and the inciters of a new war was inspired by an angry and spiteful motive.

The proper place to discuss the question of war propaganda and incitement of a new war was the International Conference on Freedom of Information, which was to meet in March 1948. He quoted a number of items already on that Conference's agenda foreshadowing the universal desire of the Members of the United Nations to come to agreement and perhaps even to accede to international conventions proscribing false and tendentious reports which might aggravate relations

qui risque de faire croire qu'on l'utilise à titre de propagande à des fins politiques. La proposition de l'URSS a été présentée comme étant la conséquence d'accusations qui, même si elles contiennent une part de vérité, demeurent unilatérales, alors qu'on ne peut rendre de sentence qu'à l'issue d'un procès où les deux parties ont été loyalement entendues.

La propagande de guerre peut se présenter sous une forme indirecte mais non moins efficace lorsque les masses n'ont accès qu'à des horizons limités et que les allégations visant les dirigeants étrangers leur donne la conviction qu'un complot les menace.

M. SARPER (Turquie) est heureux que le discours de M. Vyshinsky ait donné à la Commission l'occasion de procéder à une franche discussion de la question dont elle est saisie. Il se réserve de répondre aux accusations portées contre son pays à une séance ultérieure.

La séance est levée à 17 h. 17.

QUATRE-VINGTIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le jeudi 23 octobre 1947, à 11 heures.

Président: M. J. BECH (Luxembourg).

27. Suite de la discussion sur les mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent (documents A/BUR/86 et A/C.1/219)

Le général ROMULO (Philippines) rappelle qu'après un très long débat sur la question grecque, au cours duquel on a décidé qu'il existait une menace contre l'intégrité territoriale d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale s'est bornée à créer une Commission spéciale chargée de vérifier la réalité de cette menace. La délégation de l'URSS s'est vigoureusement opposée à cette mesure et a soutenu qu'elle constituait un empiètement sur la souveraineté de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie. Néanmoins, la délégation de l'URSS demande maintenant à la Commission de condamner trois États Membres sans enquêter plus avant. Il craint que la proposition de l'URSS relative aux mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y excitent ne soit inspirée par la colère et la rancune.

C'est à la Conférence internationale de la liberté de l'information, qui doit se réunir en mars 1948, qu'il convient de discuter la question de la propagande et de l'excitation en faveur de la guerre. Le général Romulo cite un certain nombre de points déjà inscrits à l'ordre du jour de cette Conférence, qui font entrevoir le désir universel qu'ont les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de parvenir à un accord et, peut-être même, d'arriver